

La vie des sociétés

Nouvelles constitutions

AM Consulting s.à r.l.

Sitz: 2-4, rue Nicolas Glesener, L-6131 Junglinster
Kapital: 12 500 EUR (250 Anteile)
Gesellschafter: Manfred Auerbach, Berater, wohnhaft in A-5165 Berndorf bei Salzburg
Zweck: Training und Beratung in der Automobilbranche, sowie sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können
Gründung: 02/04/2009

Hong Kong Garden**Capellen s.à r.l.**

Siège social: 1F, route d'Arlon, L-8310 Capellen
Capital social: 12.400 EUR (124 parts)
Associés: 1) Wenguang Yin, restaurateur, demeurant à L-3237 Bettembourg, 62 parts, 2) Chonghua Wang, sans état, demeurant à L-3237 Bettembourg, 62 parts
Objet: l'exploitation d'un débit de boissons avec établissement de restauration
Date de constitution: 02/04/2009

MILLE et 1 CHIENS s.à r.l.

Siège social: 43, rue J.F. Kenedy, L-4599 Differdange
Capital social: 12.500 EUR (100 parts)
Associées: 1) Michèle Cimarelli, sans état particulier, demeurant à L-4415 Soleuvre, 60 parts, 2) Aurélie Welu, étudiante, demeurant à L-4415 Soleuvre, 20 parts, 3) Adeline Welu, étudiante, demeurant à L-4415 Soleuvre, 20 parts
Objet: l'exploitation d'un salon de toilette pour chiens avec vente de tous produits et accessoires pour chiens
Date de constitution: 09/04/2009

Reservoir Media s.à r.l.

Siège social: 30, Grand-rue, L-1660 Luxembourg
Capital social: 12.500 EUR (100 parts)
Associés: 1) Benoît Ayroles, employé privé, demeurant à L-5832 Fentange, 80 parts, 2) Christophe Ayroles, employé privé, demeurant à F-57950 Montigny-lès-Metz, 20 parts
Objet: l'importation et l'exportation, la vente en gros et en détail de produits multimédias et d'articles de bande dessinées
Date de constitution: 07/04/2009

Lesswood s.à r.l.

Siège social: 36, rue de la Gare, L-5540 Remich
Capital social: 12.500 EUR (100 parts)
Associés: 1) Olga Voloshynova, administratrice de société, demeurant à F-88190 Golbey, 50 parts, 2) Jean-François Brousse, administrateur de société, demeurant à F-88190 Golbey, 50 parts
Objet: toute opération d'importation et d'exportation, d'intermédiation et de conseil, principalement, mais non exclusivement, dans le domaine du bois et ses dérivés
Date de constitution: 09/04/2009

Suite à une enquête de Forworx

Un message aux chefs d'entreprise

De nombreuses pistes existent pour réduire ou optimiser ses coûts

PAR DANIEL PECHON

Dans une récession, la plupart des sociétés tentent de réduire leurs coûts ciblant principalement les achats de fournitures, le gel ou ralentissement de l'investissement d'IT et des investissements mobiliers. Il ne s'agit peut-être pas de la meilleure solution...

En effet, une enquête menée par le groupe Forworx auprès d'entreprises démontre que pratiquement trois entreprises luxembourgeoises sur quatre ne pensent pas modifier leur taille en 2009. Mais elles sont deux fois moins à penser la même chose pour 2010, révélateur d'une inquiétude grandissante.

Cependant, toujours suivant cette même enquête et les conclusions de Forworx, la plupart des entreprises engagées sur des pistes de réduction de coûts adoptent une voie beaucoup trop stéréotypée.

En effet, alors que les plus grandes économies de coûts peuvent être réalisées dans l'optimisation des surfaces, à peine un peu plus de quatre entreprises luxembourgeoises sur dix envisagent cette piste alors que le loyer est le deuxième centre de coût le plus important. Plus grave encore, les concepts de «dynamic office», de «desk sharing» et de «home based office» semblent peu connus ou même ignorés. Pourtant, il semble préférable de dévouer entièrement un bâtiment aux occupants plutôt qu'aux propriétaires. Ce n'est pas original, mais une logique qui ne semble pas exciter certains dirigeants d'entreprise!

Mais en base, il s'agit de s'interroger sur le coût d'occupation total ou le coût moyen d'un poste de travail (OCI, Occupancy Cost Index). Il faut s'adapter avec temps



Selon Forworx, un gain de 33 % de surface est le gain moyen qu'une entreprise peut espérer dans le sens d'une optimisation de sa surface. (PHOTO: GUY JALLAY)

alors que le poste de travail est devenu le PC quand l'employé se connecte et le téléphone portable, où qu'il soit. Suivant Pierre Joppart, Partner de Forworx, un gain de 33 % de surface est le gain moyen qu'une entreprise peut espérer dans le sens d'une optimisation de sa surface. Surface mieux occupée, proximité mieux utilisée sont des éléments à exploiter mais aussi une rente dans son organisation pour améliorer la productivité. Mais d'autres pistes existent encore...

«L'entreprise négocie souvent mal», estime Pierre Joppart. Les appels d'offre sont trop standardisés. Une bonne analyse des besoins, accouplée à des appels d'offre mieux définis, peut laisser apparaître des différences de coûts de l'ordre de 40 %, cas vécu!

Cependant, il faut aussi éviter les excès comme de cibler trop

souvent le service nettoyage dans les politiques de réduction de coûts tout comme l'achat de petit matériel. Car le nettoyage ciblé à 83 % par les entreprises dans leur programme de réduction de coûts peut-être...néfaste pour la climatisation (poussière) et occasionner de nouveaux frais.

Un manque d'organisation et de cibles

Par contre pour les contrats de maintenance, 75 % des interrogés avouent ne pas vouloir les renégocier. «Affolant», juge Pierre Joppart. Et les contrats avec les opérateurs téléphoniques, seulement 60 % des directions envisagent de leur faire subir une renégociation alors que les tarifs sont en continue mouance. Aussi étonnant!

Il apparaît une évidence: l'absence de la culture ou de volonté de la négociation tout comme un

manque d'organisation et de cibles dans les programmes de réduction des coûts établis dans l'entreprise.

La plupart des plans semblent axés sur des pistes de réductions de coûts connues et maîtrisées mais malheureusement les entreprises oublient de s'aventurer sur des réductions qui sont à fort effet de levier comme le loyer, l'outsourcing et l'optimisation des espaces, fautes de benchmarks normalisés et systémisés. A souligner également, environ une entreprise sur sept pense modifier sa taille à la hausse en 2009 et/ou en 2010. Une autre des conclusions de cette enquête qui a été menée des deux côtés de la frontière est que cette crise affectera plus les entreprises belges que luxembourgeoises et que 19 % des entreprises luxembourgeoises sont propriétaires contre 34 en Belgique. Mais la durée des baux est un facteur de flexibilité au Grand-Duché.

Enfin, 65 % des entreprises luxembourgeoises consultées se sentent affectées par la crise. Et parmi celles-ci, 91 % s'attendent à un effet négatif; par contre 5 % avouent savoir en profiter.

A l'initiative et à l'analyse de cette enquête nommée «Comment les entreprises réagissent-elles face à la crise en Belgique et Luxembourg» présentée dans ses bureaux à Bertrange, Forworx, fondée en 2006, est une entreprise qui regroupe des compétences multidisciplinaires (analyses du marché immobilier, d'occupations et besoins d'espace, de technique budgétaire, de technique de sécurité) dans la gestion complète d'un projet de création d'espaces. Ou simplement la gestion globale du premier coup de crayon ou de pelle jusqu'à la clé dans la serrure...

Kommission genehmigt Beihilfe für Ex-Kaupthing

Das Darlehen soll in erster Linie dazu dienen, die Kunden der belgischen Niederlassung zu entschädigen

Die Europäische Kommission hat ein Darlehen von 320 Millionen Euro genehmigt, das die luxemburgische Regierung zur Umstrukturierung der Kaupthing Bank Luxembourg SA gewähren will. Mit dem Darlehen wird ein Beitrag zur Wahrung der Stabilität des Finanzsystems geleistet, ohne dass es zu ungebührlichen Wettbewerbsverzerrungen kommt. Wie in der Mitteilung der Kommission über staatliche Beihilfen für Banken im Kontext der derzeitigen Krise dargelegt, steht es daher mit Artikel 87 Absatz 3 Buchstabe b EG-Vertrag im Einklang.

EU-Wettbewerbskommissarin Neelie Kroes erklärte dazu: „Das Darlehen für die Kaupthing Bank soll es ermöglichen, dass alle Kunden der Bank wieder auf ihre Einlagen zugreifen können. So soll das Vertrauen der Öffentlichkeit in den Bankensektor gestärkt werden, ohne dass der Wettbewerb verzerrt wird.“

Am 10. Juni 2009 hatte die luxemburgische Regierung bei der Kommission ein staatliches Darle-



Am Sitz von Kaupthing ist der Namenszug schon abgehängt. (PHOTO: GUY JALLAY)

hen von 320 Millionen Euro zur Umstrukturierung der Kaupthing Bank Luxembourg SA angemeldet.

Das Darlehen soll in erster Linie dazu dienen, die Kunden der belgischen Niederlassung der Kaupthing Bank Luxembourg SA zu entschädigen. Belgien hat daher beschlossen, sich mit 160 Millionen

Euro an dem Darlehen zu beteiligen. Gemäß dem Umstrukturierungsplan soll das Einlagengeschäft der belgischen Niederlassung der Kaupthing Bank Luxembourg an Crédit Agricole Belgique/Keytrade Bank verkauft werden. Das Privatkundengeschäft in Luxemburg wird vom britischen

Investmentfonds Blackfish Capital übernommen. Alle Geschäftsbereiche wurden im Rahmen eines transparenten Veräußerungsverfahrens jeweils an den Meistbietenden verkauft. Die übrigen Vermögenswerte der Bank werden in eine Zweckgesellschaft ausgelagert, die mit ihren Einnahmen die Gläubiger entschädigen und die staatliche Beihilfe zurückzahlen soll.

Die Kommission kam zu dem Ergebnis, dass die vorgesehene Beihilfe geeignet ist, um die Bank umzustrukturieren, so dass die Kunden wieder auf ihre Einlagen zugreifen können. Die Beihilfe ist insofern angemessen, als die alten Anteilseigner der Bank keinerlei ungerechtfertigte Entschädigung erhalten.

Durch die Reduzierung der Geschäftstätigkeit der Bank und deren Aufspaltung im Anschluss an ein offenes und transparentes Veräußerungsverfahren werden außerdem beihilfebedingte Wettbewerbsverzerrungen verhindert. (C.)